

Agir à tout prix ? Négociations humanitaires : l'expérience de Médecins sans frontières, Magone C., Neuman M., Weissman F., La Découverte, Paris, 2012, 256 pages

François Doligez

Number 327, January 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1015156ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1015156ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Doligez, F. (2013). Review of [*Agir à tout prix ? Négociations humanitaires : l'expérience de Médecins sans frontières*, Magone C., Neuman M., Weissman F., La Découverte, Paris, 2012, 256 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (327), 113–115. <https://doi.org/10.7202/1015156ar>

NOTES DE LECTURE

Consommateurs engagés à la Belle Époque : la Ligue sociale d'acheteurs

Marie-Emmanuelle Chessel. Presses de Sciences-Po, Paris, 2012, 344 pages.

Marie-Emmanuelle Chessel, chercheuse à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et historienne de la consommation et de la publicité, sort de l'oubli une organisation du début du XX^e siècle qui fait écho à des thématiques très actuelles, comme le commerce équitable, sans que l'on puisse pour autant y déceler une filiation directe. L'angle choisi est de souligner la place des personnalités, leurs parcours et leurs réseaux en utilisant des archives publiques et des archives de descendants.

L'intérêt de l'ouvrage est de bien montrer l'appropriation par une partie de la bourgeoisie chrétienne sociale des méthodes de l'enquête leplaysienne pour connaître les conditions de fabrication des produits par catégories de travailleurs (couturières, boulangers), défendre le repos dominical et lutter contre le travail de nuit. Au moment où les syndicats et les coopératives de consommation se développent, le champ d'un militantisme consumériste est étroit. Inspirée des expériences anglo-saxonnes (National Consumers' League) présentées au pavillon de l'Économie sociale de 1900, la Ligue sociale d'acheteurs se développe de 1903 à 1914, préférant un changement des mentalités chez les acheteurs de leur propre classe sociale plutôt que des évolutions législatives. Ces militants sont pris entre plusieurs feux : les libéraux, autour d'Yves Guyot défendant la concurrence, les coopérativistes, qui luttent contre la vie chère (Gide, pressenti pour parrainer la ligue, décline la proposition), et le mouvement ouvrier.

Les adhérents de la ligue présents uniquement dans les centres urbains (Paris, Lyon, Dijon) tentent d'abord de sortir de la seule action charitable

et de déceler les conditions sociales que d'adopter une attitude moralisatrice. Les hommes, souvent universitaires, multiplient les conférences (avec les Semaines sociales, les membres du Sillon), pendant que les femmes se consacrent à l'établissement de « listes blanches » (de bonnes pratiques), procédant en enquêtrices : elles ne se professionnalisent pourtant pas. Craignant une politisation trop marquée et décidant de ne pas créer de magasins, la ligue se marginalise. Lors de la Grande Guerre, Patria, une ligue concurrente beaucoup plus conservatrice, organise le ravitaillement. Les progrès de la législation sociale, la naissance du Bureau international du travail (BIT) et le développement d'autres associations (comme l'Union féminine, civique et sociale) après la Première Guerre mondiale rendent moins prégnantes leurs actions. Cessant toute activité en 1938, la ligue est-elle également une victime de la crise des années 30 ?

La fin de l'histoire n'est pas établie par l'auteure. De plus, on aimerait connaître l'impact de l'action catholique organisée depuis les années 20 sur cette association. Dans le champ de l'action consumériste, longtemps négligé par les historiens français, Marie-Emmanuelle Chessel apporte ainsi un éclairage nouveau. Reste à espérer mieux saisir dans de prochains travaux les raisons de la non-transmission directe de ces activités, les filiations indirectes éventuelles et les similarités avec les modes d'action actuels.

Simon Lambertsens ●

Agir à tout prix ?

Négociations humanitaires : l'expérience de Médecins sans frontières

Magone C., Neuman M., Weissman F. La Découverte, Paris, 2012, 256 pages.

Cet ouvrage, rédigé à l'occasion du quarantième anniversaire de l'association Médecins

sans frontières (MSF), s'avère particulièrement intéressant à trois niveaux : deux à découvrir au fil de sa lecture et un qui fera défaut aux lecteurs de la *Recma*.

Sur le premier niveau, l'ouvrage revisite, au travers de témoignages des responsables opérationnels de l'association, de nombreux terrains des années 2000 : Sri Lanka, Éthiopie, Yémen, Afghanistan, Pakistan, Somalie, Gaza, Birmanie, Nigéria, Inde, Afrique du Sud... et France. Ces témoignages révèlent, au-delà du « rétrécissement de l'espace humanitaire » dénoncé par de nombreux acteurs internationaux, l'étroitesse et les incertitudes des négociations, les rapports de force et d'intérêts entre acteurs de l'aide et les différents pouvoirs locaux. L'espace d'action de l'association est pensé comme « un processus de transactions permanent avec les forces politiques et militaires locales et internationales » (p. 9). On découvre ainsi, au fil des chapitres, les discussions sur la pertinence des interventions en Somalie (p. 108) ou à Gaza (p. 140) ; les choix divergents de différentes sections internationales (Hollande et France) face aux dilemmes birmanes (p. 158) ; la transition au Nigeria depuis les interventions auprès des réfugiés à celles développées en milieu ouvert face à « l'épidémie d'épidémies », où la qualité du secours apporté dépend pour l'essentiel des relations établies avec les autorités politiques (p. 174) ; les divergences avec les sociétés civiles locales dans l'analyse des problèmes de malnutrition en Inde (p. 200) ou de droits des migrants en Afrique du Sud (p. 223).

Internationalisme libéral et guerre humanitaire

Le deuxième niveau est celui de l'histoire « longue » écrite par des proches de l'association (administrateurs ou universitaires), histoire qui écorne le mythe de l'indépendance prônée par MSF. La première période, au début des années 70, correspond à une démarche d'assistance sur des principes hérités de la Croix-Rouge (impartialité, neutralité, indépendance), excluant témoignage et prise de parole médiatique (p. 234). Ultérieurement, ce « droit à témoigner » en lien avec la pratique de terrain

provoque le déchirement des fondateurs (départ de Bernard Kouchner en 1979). MSF se construit alors sur une base d'autonomie et d'indépendance d'action correspondant à une grille d'analyse qui associe les crises humanitaires aux conséquences de l'offensive communiste dans le tiers-monde (p. 236). Cette grille de lecture se renforce dans les années 80, avec le rapprochement des néoconservateurs réaganien nord-américains, le concours d'une fondation associée – la National Endowment for Democracy (NED) – et la création de Liberté sans frontière, fustigeant le tiers-mondisme et l'anti-impérialisme assimilé à un alignement aveugle des ONG derrière Moscou ou Pékin (p. 239). Les orientations des années 90 s'inscrivent dans le « pari de l'internationalisme libéral » prôné par les États-Unis et l'ONU au travers de la multiplication des missions de maintien de la paix : plus de quatre-vingts dans les cinq années suivant la première guerre du Golfe, soit autant que pendant les quarante-cinq premières années d'existence de l'Organisation des Nations unies (p. 242). Dès lors, se pose la question de savoir si, face aux différents conflits où intervient l'organisation, l'action humanitaire ne sert pas à dissimuler « la passivité de la communauté internationale » (p. 245). Mais dans les années 2000, du Kosovo et jusqu'à la république démocratique du Congo, la notion de « guerre humanitaire » est critiquée, dès lors qu'elle « conduit à une régression du débat démocratique tout en exposant les organismes d'aide aux dangers de la "confusion militaro-humanitaire" » (p. 252). La tournure prise par l'interventionnisme libéral, peu soucieux des conditions de l'action humanitaire en Irak ou au Soudan, divise les sections de MSF entre l'assistance condamnée au silence sur le terrain et la dénonciation induisant un risque d'expulsion au nom des « lois de l'action humanitaire [...] en coopérant avec la soi-disant Cour pénale internationale » (p. 260). De fait, les deux lignes qui s'affrontent renvoient à des questions débattues dès les premières années de MSF, entre interventions d'urgence et actions à plus long terme face à la sous-médicalisation du tiers-monde (p. 266). L'épilogue de Marc Le Pape reprend ces débats

avec la grille d'analyse d'Albert Hirschman : « *exit, voice, loyalty* » (défection, prise de parole, loyauté) [p. 316]. Il souligne que le choix entre ces différentes logiques peut provoquer débats, conflits, voire crises au sein de l'organisation (p. 331) et insiste sur le côté relatif, « situé » des différentes positions, même si les valeurs de l'association rappelées récemment la positionnent plus du côté de « *l'acte médical humanitaire individuel* » que de la « *dénonciation publique des crimes graves et ignorés* ».

MSF, quelle gouvernance ?

Le troisième niveau correspond à la question de la gouvernance de l'organisation. Bien que la réflexivité sur son histoire et ses orientations démontrée par l'ouvrage puisse amener certains à considérer l'association comme un « panoptique critique » institutionnalisant la pratique de l'autocritique interne et croisée entre ses différents protagonistes, on aurait aimé disposer d'une analyse de la « fabrique » de ces orientations, des acteurs qui y participent et des rapports de pouvoirs qui structurent la dynamique de l'association. Or, ces aspects ne sont traités qu'en creux, par allusion sur les tensions internes : entre siège et terrain (cf. « Chroniques palestiniennes en 2002 », p. 140), au niveau des oppositions entre différentes sections nationales (MSF-France *versus* Hollande en Birmanie, p. 146, ou avec la Belgique au sujet de Liberté sans frontière) ou encore par mention des débats au sein de l'assemblée générale (p. 266). Mais dès lors que l'on sort de l'action d'urgence, en dehors du constat des divergences locales (Afrique du Sud, Inde), l'analyse ne fait qu'effleurer les contradictions au niveau de l'acceptabilité de l'association et son articulation avec les parties prenantes externes, qu'il s'agisse des sociétés civiles nationales ou de l'intégration à des processus de plus long terme visant à renforcer le débat démocratique et la construction de politiques publiques dans les pays concernés. Au-delà de la réflexion sur l'orientation et le pilotage de la « responsabilité sociétale » de ce type d'organisation dont le mode de prise de décision peut

limiter la légitimité des choix, on s'interroge également sur la part des questions économiques et financières, pourtant essentielles à l'autonomie du mouvement, dans les décisions. Or ces dernières ne sont pas traitées, hormis la référence aux problèmes financiers de la fin des années 80 (p. 273) et la question de la concurrence croissante d'ONG plus récentes disputant le champ d'intervention – et des donateurs – de l'organisation (Médecins du monde, Action contre la faim ; p. 267). Ce troisième niveau d'analyse reste donc en projet et mériterait un regard sans doute plus externe, à l'instar des travaux entrepris par A. Brodriez-Dolino sur d'autres types d'association, comme Emmaüs ou le Secours populaire. **François Doligez,**
Iram-université de Rennes-1 ●

La république coopérative

Jean-François Draperi. Larcier, 2012,
327 pages.

2012, décrétée par l'ONU Année internationale des coopératives, vient de se clore, laissant place à une décennie de croissance coopérative. Nous nous sommes réjouis qu'aujourd'hui un milliard d'hommes participent à une coopérative. Certes, on juge un arbre à ses fruits, mais au-delà de la quantité il importe d'analyser les racines de cet arbre aussi méconnu du grand public qu'il est prolifique par son extension géographique et par les branches de l'activité humaine concernées.

Pour honorer cette année exceptionnelle dans l'histoire du mouvement coopératif, Jean-François Draperi nous a fait cadeau d'une somme. Connaissant l'importance que ce dernier accorde à la démarche de recherche-action et eu égard à son statut de rédacteur en chef de la *Recma*, il m'est apparu logique qu'un praticien de l'action coopérative⁽¹⁾ fasse l'analyse de cet ouvrage qui fera référence dans le secteur coopératif, mais aussi pour l'économie sociale.

(1) Président du Crédit coopératif, président de l'Association internationale des banques coopératives et membre du conseil d'administration de l'Alliance coopérative internationale.